La Gazette de Rouen

Journal Mensuel
du Pommier - Mouvement Social et Libéral de Normandie

N°168 - 19/05/12

M. Fabius serait-il pris la main dans le pot de Nutella ?

Nous avions déjà dénoncé le scandale du «naming», mot anglo-saxon qui cache une bien triste réalité. Le président de notre agglomération, M. Fabius, a décidé de donner le nom d'une spécialité chocolatière «Kindarena» au nouveau palais des sports, bien qu'il fut construit uniquement sur des fonds publics (37 millions d'euros).

En échange d'une aide financière au fonctionnement, le palais des sports et le parking du Mont Riboudet seront recouverts de logos publicitaires, l'intérieur regorgeant de ces friandises mises en vente, la station de bus et les panneaux de signalisation étant renommés à la gloire de ce chocolat. Peu importent les dégâts sanitaires induits (surpoids, mauvais cholestérol) ou la déforestation pour fabriquer de l'huile de palme : il faut faire rentrer de l'argent.

Or, nous apprenons le 8 mai que M. PROUIN, président du club de basket qui doit être hébergé dans le fameux palais des sports démissionne. En effet, la société chocolatière en question aurait pris en main les rênes du conseil d'administration du club, favorisant une démarche de rentabilité commerciale plutôt que de logique sportive : «*intrusions*» et «*petits arrangements*» : «*on est parti sur philosophie basée sur le commerce du palais des sports*».

Comment le reprocher à une société marchande ? Mais comment l'accepter d'élus de la République ? Lamentable...

EDITORIAL

Normandie - Hollande : pour quel avenir ?

C'est fait. Le peuple de France a choisi son président : M. Hollande. Il présidera aux destinées de notre pays pour 5 ans, dans un contexte international difficile (bien plus que les averses ou la foudre qui ont salué le jour de son investiture) !

En attendant, quelle sera la place de la Normandie dans sa politique nationale ? Va-t-il poursuivre le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse avec Paris ? Va-t-il considérer comme prioritaire le contournement Est de Rouen ? Les crédits d'Etat vont-ils permettre la poursuite des grands travaux de rénovation (cathédrale, abbatiale St Ouen, église et aître St Maclou) décidés par le plan de relance, mis en place dès 2008 par Nicolas SARKOZY ?

Certes, la présence d'un ministre rouennais pourrait laisser espérer une attention particulière à ces projets. Nous jugerons sur pièce mais ces éléments méritent déjà de se trouver au coeur de la campagne législative qui s'ouvre.

Bruno DEVAUX
Conseiller municipal
Président du Pommier

Crise grecque : un premier dossier « chaud-bouillant » pour M. Hollande.

Le 6 mai 2012, les Français ont élu M. Hollande sur la base d'un programme. Celui-ci proposait que, parallèlement à la rigueur budgétaire imposée par les instances Européennes, une politique de croissance soit mise en oeuvre. Ceci impliquerait une relance budgétaire et donc **des dépenses nouvelles**.

Le même jour , les Grecs ont élu leurs députés lors d'une élection législative anticipée, destinée à conforter l'alliance des deux partis gouvernementaux (le Pasok et la Nouvelle Démocratie). Ces derniers avaient négocié les accords de rééchelonnement de la dette et un nouveau plan de soutien Européen de 160 milliards d'euros. En contrepartie, ils s'engageaient à une rigueur budgétaires permettant de résorber progressivement le déficit annuel insupportable (d'environ 13% du PIB). Mais loin de conforter cette alliance, les électeurs grecs ont placé en deuxième position le parti extrémiste Syriza, radicalement opposé à la rigueur.

Depuis, ce pays se trouve dans l'incapacité de former un gouvernement. Les autorités européennes (Allemagne en tête) menacent de suspendre leur aide à la Grèce, ce qui la conduirait inévitablement au défaut de paiement vis-à-vis de ses prêteurs. **La dette de la Grèce s'élève, après abandon de 100 milliards par les banques, à 250 milliards d'euros soit 160% de son PIB**.

M. Hollande, le jour même de son investiture, s'est rendu à Berlin. Il a rencontré Mme Merkel pour examiner les deux options possibles.

1/ La première serait que **l'Europe continue à financer la Grèce, sans obliger les Grecs à rétablir rapidement leurs équilibres financiers**. Ceci revient à financer à fonds perdus, car le pays ne sera jamais capable de rembourser. Dans cette hypothèse, les Allemands pensent qu'ils n'ont pas à subventionner l'économie Grecque. **Les Français considèreraient-ils judicieux de consacrer une partie de leurs impôts à combler indéfiniment les déficits grecs ?**

2/ La deuxième serait que **l'Europe maintienne son exigence de rigueur budgétaire. Si les grecs maintenaient alors leur opposition**, ils n'auraient d'autre choix que de se mettre en **défaut de paiemen**t vis-à-vis de leurs créanciers publics et privés, et de sortir de l'euro. Inévitablement leur monnaie nationale, la drachme, serait dévaluée d'au moins 50 % , ce qui signifierait une baisse d'au moins 30 % de leur pouvoir d'achat. **Dans le même temps, la France devrait constater la perte des prêts (directs ou via la Banque Centrale Européenne) pour environ 60 milliards d'euros.** Cette perte serait l'équivalent d'une année de budget de l'éducation nationale française !

Voila où conduit le refus de la rigueur et de l'équilibre du budget de l'Etat. Souhaitons pour notre pays que le nouveau Président sache en tirer toutes les leçons.

Marie-Thérèse HUSSON
Membre du Pommier

Sur Internet : www.le-pommier.fr et www.bruno-devaux.com
B. DEVAUX / La Gazette de Rouen - 36, rue de Bihorel 76000 ROUEN - lagazette@bbox.fr
Directeur de la publication : Bruno Devaux - **ISSN 1298-7867** - Imprimerie : Alphacopy Rouen